

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Russie & Europe orientale > Histoire. Bloc soviétique, URSS, Empire russe > Révolution russe (Russie) > **Libération nationale et bolchevisme : l'apport des marxistes de la (...)**

Libération nationale et bolchevisme : l'apport des marxistes de la périphérie de l'empire tsariste - Une analyse des débats socialistes sur la question nationale jusqu'en 1914

samedi 28 juin 2014, par [BLANC Eric](#) (Date de rédaction antérieure : 20 mai 2014).

Nous publions ci-dessous la traduction d'une contribution présentée par Eric Blanc sur la question nationale et l'apport des « marxistes de la périphérie » dans l'empire tsariste. Cette contribution a donné lieu à des échanges et débats que l'on peut retrouver sur notre site dans la rubrique en langue anglaise : [Russian Revolution](#)

Sommaire

- [Les premiers débats sur \(...\)](#)
- [La révolution de 1905 dans la](#)
- [Les débats d'avant guerre](#)
- [Conclusion](#)

Une mise en perspective à partir des régions périphériques de l'empire tsariste nous oblige à repenser de nombreuses hypothèses largement répandues sur les révolutions de 1905 et 1917, ainsi que l'évolution des analyses marxistes sur la libération nationale, la lutte paysanne, la révolution permanente et l'émancipation des femmes. Cet article analyse les débats marxistes sur la question nationale jusqu'en 1914. J'y soutiens que la stratégie du marxisme anti-colonial qui s'est finalement imposée fut élaborée pour la première fois par les marxistes des nationalités périphériques de l'empire tsariste, et non par les bolcheviques.

Lénine et ses camarades étaient à la traîne par rapport aux marxistes non russes sur cette question cruciale, et cela même après le début de la Guerre civile. Cette faiblesse politique contribue à expliquer l'échec des bolcheviques lorsqu'ils voulurent s'enraciner dans les peuples dominés de l'empire tsariste. Les bolcheviques y étaient trop faibles numériquement et/ou trop indifférents aux aspirations nationales pour pouvoir diriger avec succès les révolutions socialistes dans la périphérie de l'empire, ce qui facilita l'isolement du gouvernement ouvrier russe et la montée ultérieure du stalinisme.

Compte tenu du fait que les militants d'aujourd'hui continuent à déduire de la Révolution russe des leçons sur la manière de lutter avec succès contre le capitalisme, le débat sur cette thématique a des implications importantes pour la pratique politique contemporaine.

Notre compréhension du mouvement révolutionnaire en Russie est toujours déformée par la marginalisation historiographique des partis socialistes des nationalités dominées de l'empire [1]. Comme les Russes ethniques ne représentaient pas plus de 42% de la population, il n'est donc pas surprenant que la majorité des sociaux-démocrates appartenaient à des partis nationaux (non russes) [2]. De fait, les mencheviques et les bolcheviques ne représentaient ensemble qu'environ 22% des marxistes de la Russie impériale (voir tableau 1).

Cependant, les partis nationaux sociaux-démocrates ont été tout autant marginalisés par l'historiographie académique que marxiste. Pendant des décennies, lorsque les historiens occidentaux mentionnaient les zones frontières de l'empire, c'était généralement pour les décrire comme des victimes de la domination bolchevique [3]. Cette interprétation reflétait la supposition que le marxisme ne tient pas compte, en soi, de l'oppression nationale, et par conséquent l'impact et l'influence des sociaux-démocrates de la périphérie furent soigneusement oubliés.

Les communistes, tant trotskystes que staliniens, ont rejeté de manière similaire les marxistes de la périphérie parce qu'une analyse sérieuse de leurs perspectives aurait brisé l'axiome selon lequel les bolcheviques furent les pionniers et les défenseurs conséquents de la libération nationale. [4] Un exemple typique à ce propos est donné par le marxiste britannique Alan Woods lorsqu'il affirme que, « *sans une position claire et principielle sur la question nationale, [les bolcheviques] n'auraient jamais pu mener la classe ouvrière à la conquête du pouvoir* » [5] Ces interprétations simplifient une réalité bien plus complexe et passent sous silence la contribution des marxistes de la périphérie de l'empire tsariste.

Les premiers débats sur la question nationale

Au cours des premières années du XX^e siècle, la politique de l'Iskra - la fraction social-démocrate majoritairement composée par des marxistes russes ou russifiés - de construire un parti révolutionnaire centralisé dans tout le territoire l'a placée dans une orbite de collision avec les partis marxistes non russes. La politique organisationnelle de l'Iskra est souvent interprétée de manière erronée comme la simple continuation des traditions populistes [6]. Mais, de fait, l'organisation populiste « Volonté du Peuple » avait collaboré comme organisation-soeur avec « Le Prolétariat Polonais », le premier parti marxiste de l'empire, et elle rejeta explicitement une fusion organisationnelle avec lui pour les raisons suivantes : « *En respectant l'indépendance et le libre développement de toutes les nations, [le Comité Exécutif de la Volonté du Peuple] reconnaît que les différences dans les conditions sociales entre les peuples de Russie et de Pologne ne permettent pas des moyens identiques dans les travaux préparatoires des socialistes russes et polonais. En conséquence, la fusion complète [des deux partis] inhibera probablement l'activité des socialistes russes et polonais, limitant leur liberté à l'heure de choisir les méthodes d'organisation et de lutte les plus appropriées* » [7]

Le précédent de cette approche s'est consolidé encore plus en 1897, lorsque la social-démocratie de l'empire austro-hongrois se fédéra en six partis nationaux [8]. La majorité des sociaux-démocrates dans la périphérie de l'empire tsariste défendirent ce point de vue organisationnel, comme le firent les socialistes-révolutionnaires (SR) russes [9]. Pour citer un exemple, le congrès de fondation du Parti Ouvrier Social-Démocrate Letton (LSDSP) appela à constituer un parti marxiste fédéral dans l'empire tsariste, avec l'argument que « *Vu que la vie de toutes les nations s'établit et se développe historiquement dans différentes conditions économiques, et vu que chaque pays a sa propre langue, sa propre culture et se différencie des autres, y compris par rapport à sa structure de classe, seule une organisation social-démocrate propre du prolétariat national peut faire progresser les intérêts de classe de son prolétariat* » [10]

La perspective de l'Iskra rompait avec ces sentiments fédéralistes généralisés et reflétait une sérieuse sous-estimation du fait que la Russie était un empire et non un Etat-nation. Elle fut particulièrement problématique du fait que les mouvements ouvriers et socialistes étaient bien plus forts dans la périphérie que dans le centre jusqu'à la Révolution de 1905 [11]. Le Bund juif, par exemple, avait recruté 30.000 membres en 1903, tandis que la social-démocratie russe n'avait que quelques milliers de membres [12]. Tandis que le mouvement socialiste en Russie centrale restait faible et atomisé à l'aube du nouveau siècle, de nombreux sociaux-démocrates de la périphérie avaient déjà dépassé la phase de cercles sans liens entre eux et avaient construits des partis solides, centralisés dans leur cadre régional. Leurs objections à l'Iskra ne concernaient pas la « centralisation » en tant que telle, mais le fait que cette « centralisation » du parti russe devait s'étendre à tout l'empire [13].

Tableau 1 : Principales organisations marxistes dans l'empire tsariste (1890-1914) [14]

Organisation - (Date de fondation) - Pic d'affiliés

Parti socialiste polonais (1892)	- 55.000
Social-démocratie du Royaume de Pologne (1893)	- 40.000
Social-démocratie géorgienne « Mesame Dasi » (1893)	- 20.000
Parti Social-Démocrate de Lituanie (1896)	- 3.000
Ligue des Travailleurs Juifs – Bund - en Russie et en Pologne (1897)	- 40.000
Parti Social-Démocrate de Finlande (1899)	- 10.700
Parti Révolutionnaire d'Ukraine (1900)	- 3.000
Union Social-Démocrate de Lettonie (1903)	- 1.000
Organisation Sociale-Démocrate du Travail d'Arménie, dite « Spécifistes » (1903)	- 2.000
Fraction bolchevique du POSDR (1903)	- 58.000
Fraction menchevique du POSDR (1903)	- 27.000
Parti Ouvrier Social-Démocrate letton (1904)	- 23.800
Parti Social-Démocrate musulman « Hummet » (1904)	- 1.000
Union Social-Démocrate ukrainienne, dite « Spilka » (1904)	- 10.000

La rupture du Bund avec le Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie (POSDR) en 1903 n'était pas seulement le reflet de différences organisationnelles importantes avec l'Iskra, mais aussi de divergences politiques [15]. A partir du programme de Czeŝtochowa en 1902, Lénine réfuta l'affirmation du Bund selon laquelle « *l'antisémitisme a pris racine dans la masse des travailleurs* » comme une chose « *infantile* », avec l'argument que l'antisémitisme correspondait aux intérêts de la bourgeoisie et non à ceux du prolétariat [16].

Lénine, Trotsky, Martov et d'autres iskristes défendaient l'égalité juridique pour tous mais ils s'opposèrent à la proposition du Bund d'inclure explicitement l'égalité linguistique dans le programme du parti [17]. Ils arguaient par ailleurs qu'une assimilation non forcée était l'unique façon d'en finir avec l'oppression des Juifs [18]. Le dirigeant du LSDSP letton Pēteris Stucka souligna que la défense par l'Iskra de « *la nécessité d'assimiler les petites ethnies (c'est à dire la nécessité de les russifier)* » était partagée par les fonctionnaires et les libéraux russes, ce qui l'amena à conclure que ce qui « *se trouve clairement derrière le masque de l'anti-nationalisme [marxiste] est un authentique nationalisme* » [19].

L'opposition générale de Lénine à l'autonomie et au fédéralisme au niveau gouvernemental fut également problématique [20]. Au congrès de 1903, il s'opposa à une résolution visant à soutenir « *l'autonomie régionale* » avec l'argument que cela « *pourrait être interprété dans le sens que les sociaux-démocrates veulent briser l'Etat en morceaux* » [21]. Lénine affirma que la « *désintégration de la Russie* » défendue par le Parti Socialiste Polonais (PPS) était, et serait toujours, « *une phrase*

creuse tant que le développement économique continue à agglutiner les différentes parties d'un tout politique de manière sans cesse plus étroite » [22].

Malgré le fait qu'il justifia cette position avec de nombreuses citations du principal théoricien marxiste européen, Karl Kautsky, les positions concrètes de Lénine étaient significativement moins complaisantes avec les aspirations nationales [23]. Plus encore, Lénine – tant à la différence de Kautsky que de Marx – ne défendait pas l'indépendance de la Pologne [24]. Au contraire, les prédécesseurs populistes de l'Iskra, « Terre et Liberté », avaient défendus que « *nous avons le devoir de promouvoir la dissolution de l'empire russe actuel.* » [25] La tension entre le soutien sincère de l'Iskra à l'égalité nationale et le désir de préserver le cadre territorial le plus large possible aide à expliquer son interprétation vague et sans engagement du droit des nations à l'autodétermination.

Ce mot d'ordre devint partie intégrante de « l'orthodoxie » marxiste depuis son adoption au Congrès de la Seconde Internationale tenu à Londres en 1896 mais sa signification n'était toujours pas clarifiée. De fait, le degré de confusion terminologique se reflétait dans l'emploi du terme « autonomie » dans les versions française et anglaise de la résolution de 1896 alors que le texte allemand faisait référence à l'« autodétermination » (« *Selbstbestimmungsrecht* »). [26] Presque tous les socialistes dans l'empire tsariste – à la notable exception de Rosa Luxemburg et de ses partisans – soutenaient le droit à l'autodétermination nationale mais la manière dont ce concept devait se concrétiser politiquement suscitait de vifs débats [27].

Tandis que Lénine et d'autres iskristes considéraient qu'une défense générale de ce mot d'ordre était politiquement suffisante, la majorité des sociaux-démocrates des nationalités soutenaient qu'il devait se traduire dans des revendications concrètes d'autonomie nationale, de fédéralisme ou d'indépendance. Leur position fut développée dans de nombreuses brochures et articles écrits par des socialistes des zones périphériques qui dépassaient à la fois politiquement et théoriquement l'approche de leurs camarades russes.

L'une des tentatives les plus originales fut celle de Kazimierz Kelles-Krauz, le principal théoricien marxiste du PPS polonais, qui formula une stratégie qui liait la libération nationale avec la lutte prolétarienne. Tout en plaidant en faveur de la collaboration avec les socialistes russes dans la lutte pour le renversement du Tsar, il revendiquait la dissolution de l'empire avec l'argument que même une Russie constitutionnelle ne mettrait pas fin à l'oppression des peuples non russes [28]. A la différence des iskristes, Kelles-Krauz faisait une distinction entre le nationalisme progressiste « *défensif et opprimé* » des Polonais et le nationalisme « *offensif et oppresseur* » des Russes [29]. Néanmoins, loin de plaider pour la collaboration de classes, il soutenait que l'indépendance ne pouvait être conquise que par l'auto-organisation et la mobilisation du prolétariat car la bourgeoisie nationale, par crainte des travailleurs, avait cessé de lutter pour la démocratie politique [30]. Son slogan était : « *Une Pologne indépendante pour le bien du prolétariat, et non un prolétariat pour le bien de l'indépendance de la Pologne* » [31].

A une époque où le socialisme constituait encore un objectif lointain et flou pour de nombreux sociaux-démocrates, Kelles-Krauz fut le premier marxiste du 20^e siècle à établir un rapport direct entre la lutte pour la libération nationale et la révolution socialiste en tant que tâche immédiate - la fameuse théorie de la révolution permanente de Trotsky ignorait complètement en 1906 les luttes des peuples opprimés pour leur autodétermination [32].

En 1902, Kelles-Krauz écrivit que « notre devoir sacré dans chaque ville et dans chaque quartier d'où seront expulsés l'armée et les autorités tsaristes sera de proclamer immédiatement une république socialiste dans laquelle toutes les grandes industries seront converties en propriété de la nation » [33]. « *Il n'est pas possible de prédire* », poursuivait-il, si la révolution polonaise avancera

vers la « *dictature du prolétariat* » ou si les « *conquêtes sociales de l'insurrection* » seront « *partiellement inverties* » avec un retour à la propriété privée des moyens de production, vu que cela « *dépendra dans une grande mesure* » de la dynamique de la lutte révolutionnaire en Occident [34].

Cette position avait quelques antécédents parmi les socialistes polonais. Dès 1891, l'organisation « *Commune Socialiste Nationale* » déclarait que « *La révolution politique, destinée à libérer la Pologne du joug étranger, et la révolution sociale, destinée à libérer le prolétariat polonais de l'oppression économique, doivent être menées de façon simultanée. La première ne peut avoir lieu sans la seconde et la seconde est impossible sans la première* » [35].

La première organisation dans tout de l'empire russe à avoir défendu à cette période que la révolution russe devait immédiatement renverser le capitalisme fut également en grande mesure le produit de la périphérie. Les Socialistes-Révolutionnaires Maximalistes - fondés en 1904 et basés à Bialystok, une ville majoritairement juive du nord-est de l'empire - appelaient à la création immédiate d'une « *république ouvrière* », autrement dit à la « *prise du pouvoir par la classe travailleuse dans la ville et dans le pays* », ainsi qu'à l'expropriation des usines, des mines et des terres des grands propriétaires fonciers « *pour le bien public* ». Une telle révolution devait conduire à une « *révolte internationale du travail contre le capital* », raison pour laquelle les « *travailleurs d'Occident* » tournent leur regard vers le prolétariat de Russie tandis la « *bourgeoisie mondiale* » le craint et le hait [36]. Sur la question nationale, les SR-Maximalistes défendaient le fédéralisme, la décentralisation et le droit à la séparation, bien que, comme de nombreux Socialistes-Révolutionnaires, ils mettaient au premier plan la lutte « *de toute la Russie* » plutôt que la libération nationale en soi [37].

La révolution de 1905 dans la périphérie

Même si une analyse détaillée de 1905 dépasse les limites de cet article, il faut souligner le mélange particulièrement explosif du mécontentement national et social dans les zones frontalières. La révolution alla en effet plus loin - et l'influence des marxistes dans celle-ci fut bien plus grande - dans la périphérie qu'au centre, ce qui souligne la gravité des insuffisances des bolcheviques à l'heure de construire une base sociale au-delà des Russes ethniques [38].

À Bakou, l'organisation « *Hummet* », le premier parti socialiste par et pour la population musulmane du monde, a dirigé des grèves des travailleurs du pétrole et des pêcheurs azéris et perses et a joué un rôle dirigeant dans la révolution qui renversa la Shah d'Iran en 1909. L'histoire fascinante de « *Hummet* » réfute le préjugé commun que les peuples musulmans ont été historiquement imperméables aux idées socialistes. Elle contredit aussi l'argument des bolcheviques pour qui les partis marxistes de groupes nationaux spécifiques, comme « *Hummet* » ou le Bund (à la différence des organisations territoriales multiethniques) étaient des obstacles inhérents dans la lutte pour l'unification de la classe ouvrière. Les « *hummetistes* » jouèrent en effet un rôle clé dans la construction de l'unité (souvent faible) entre les travailleurs musulmans et leurs camarades de travail arméniens et russes, et l'influence de courte durée des bolcheviques parmi les travailleurs musulmans en 1906-1908 coïncida avec leur collaboration et participation au sein de « *Hummet* » [39].

En Finlande, le Parti Social-Démocrate, ensemble avec la Fédération des Femmes Travailleuses, prit la tête des manifestations massives et des grèves qui parvinrent à restaurer l'autonomie finlandaise et en firent la première entité politique nationale du monde où les femmes avaient le droit de vote. Plusieurs dizaines d'années avant l'apparition des théories sur l'« *intersectionnalité* » parmi les

féministes étasuniennes, les socialistes finlandais ont lutté de manière simultanée pour les droits des femmes, la fin de l'oppression nationale et l'élimination de l'exploitation de classe. Comme l'a souligné Hilja Pärssinen - une dirigeante clé du mouvement socialiste et des femmes travailleuses en Finlande, qui fut une étroite collaboratrice de Clara Zetkin et d'Alexandra Kollontaï - les femmes finlandaises furent capable de conquérir le droit de vote sous une direction socialiste en grande partie grâce à leur rôle central dans la lutte nationale contre la russification qui commença 1899 et la grève générale dans la révolution de 1905 [40].

La Pologne fut le témoin du mouvement ouvrier le plus militant de l'empire, avec l'insurrection de juin à Lodz et l'établissement d'un gouvernement des travailleurs dans les régions minières à la fin de 1905 [41]. Les événements les plus dramatiques eurent lieu en Géorgie et en Lettonie, où les sociaux-démocrates dirigèrent des insurrections massives d'ouvriers, de paysans et de travailleurs agricoles qui culminèrent à la fin de l'année avec la prise du pouvoir dans une grande partie des campagnes et dans de nombreuses petites villes [42].

La profondeur et la radicalité de 1905 dans la périphérie de l'empire tsariste déconstruit des mythes historiographiques clés, comme l'idée que les bolcheviques furent les premiers marxistes à prendre au sérieux le potentiel révolutionnaire de la paysannerie. En effet, l'hégémonie des sociaux-démocrates de Géorgie et de Lettonie dans la révolution rurale fut plus profonde que celle des socialistes-révolutionnaires russes. A l'inverse, les bolcheviques n'eurent aucune influence de masse significative parmi les paysans ou les ouvriers agricoles avant 1917.

Tant les sociaux-démocrates de Géorgie que l'organisation « Spilka » - qui joua un rôle remarquable, bien qu'à un niveau moindre, dans les campagnes en Ukraine - soutinrent le mot d'ordre menchevique de « municipalisation » de la terre. Néanmoins, selon ma lecture des faits, le succès de ces partis dans la révolution agraire fut moins le résultat de leurs programmes officiels (les sociaux-démocrates lettons n'avaient presque pas de programme agraire formel) que le fruit de leur investissement dans l'organisation des zones rurales et l'articulation flexible et non dogmatique des revendications nationales [43].

En outre, ces insurrections dans la périphérie remettent en question le consensus historiographique selon lequel la défaite de la révolution fut la conséquence inévitable de la supériorité militaire du gouvernement tsariste. Trotsky, par exemple, affirma que « *le prolétariat russe fut vaincu, non parce qu'il avait commis des erreurs, mais pour s'être heurté à une force trop réelle : les baïonnettes de l'armée paysanne* ». [44]. Comme je le démontrerai en détail dans la prochaine monographie, cette interprétation est contredite par des preuves historiques importantes et elle repose sur un mépris indéfendable par rapport au « facteur subjectif » de la direction révolutionnaire.

A la fin des mois d'octobre et de novembre 1905, l'autocratie était dans une grande mesure paralysée et elle aurait probablement pu être renversée. La proclamation du « Manifeste d'Octobre » du Tsar avait provoqué des mutineries généralisées dans l'armée, en particulier (mais pas exclusivement) dans la périphérie. Mais dans toutes les grandes villes de l'empire, les organisations sociale-démocrates et socialistes-révolutionnaires ne prirent aucune mesure sérieuse pour organiser un soulèvement armé ou même appeler à des manifestations massives afin d'aller à la confrontation et tenter de gagner les soldats à leur cause.

Comme l'un des participants aux événements en Lettonie l'a rappelé ; « *Il aurait été possible* » d'avoir « *y compris les troupes de notre côté* », mais « *l'occasion avait été perdue* » [45]. L'échec des révolutionnaires à battre le fer quand il était encore chaud permit finalement au régime de reprendre l'initiative, de rétablir une certaine discipline dans l'armée et d'arrêter les dirigeants du Soviet de Saint-Pétersbourg. L'initiative du gouvernement provoqua en décembre des combats de rue désordonnés à Moscou, la ville la plus importante de l'empire, où les socialistes étaient les moins

préparés pour l'insurrection. A son tour, l'écrasement des soulèvements à Moscou démoralisa le mouvement insurrectionnel dans tout l'empire et la révolution fut vaincue.

Dans le sillage de 1905, le souhait d'une collaboration plus étroite entre les socialistes conduisit à l'unification du Bund juif, du SDKPiL polonais et du LSDSP letton avec le POSDR. Le nouveau parti fut en pratique plus fédéraliste que centraliste, vu que les organisations nationales maintinrent leurs propres organisations, directions et orientations politiques. Les différences sous-jacentes entre les organisations furent laissées de côté plutôt que d'être résolues. Ainsi, le congrès d'unification de 1906 réaffirma le principe de la centralisation en même temps qu'il maintenait la préservation de politiques et de structures organisationnelles différenciées pour les marxistes des nationalités périphériques, y compris lorsqu'elles étaient en contradiction avec le programme du POSDR dans son ensemble. Par exemple, l'accord d'unification avec le Bund acceptait qu'il était « *une organisation social-démocrate du prolétariat juif (...) dont les activités ne se limitent pas à un cadre régional* », tout en affirmant simultanément l'opposition générale du POSDR aux organisations de partis non territoriales [46].

Les bolcheviques s'accommodèrent de ce cadre plus flexible tout comme les sociaux-démocrates des nationalités, généralement situés à la gauche des mencheviques et qui furent des alliés clés dans les luttes fractionnelles internes. Cependant, la base ethnique des bolcheviques était toujours réduite : 78% de leurs délégués au congrès du POSDR en 1907 étaient Russes [47]. Un autre problème est qu'ils n'actualisèrent pas leur programme sur la question nationale et s'opposèrent même à l'ouverture d'un débat sur cette question lors de ce congrès (48). En dépit de leurs prétention à incarner l'« orthodoxie », Lénine et ses camarades étaient encore à la traîne par rapport à Kautsky qui, en 1905, revendiquait explicitement la transformation de la Russie en « Etat fédéral : les Etats-Unis de Russie » [48]. Vu l'hostilité maintenue des bolcheviques vis-à-vis du fédéralisme, il n'est donc pas étonnant que ce fut le Bund qui publia en premier l'article de Kautsky en russe [49].

Les débats d'avant guerre

Ce ne fut qu'après 1912 que Lénine et certains de ses camarades commencèrent à repenser leur orientation sur la question nationale, dans la mesure où celle-ci revint au centre des débats fractionnels. La majorité des partis sociaux-démocrates nationaux, et particulièrement leurs bases, rejetèrent le réformisme des liquidateurs mencheviques et continuèrent à défendre un marxisme révolutionnaire « non fractionnel » [50]. Néanmoins, aucune de ces organisations ne participa à la Conférence de 1912 à Prague, où les bolcheviques et les « mencheviques de parti » rompèrent avec les liquidateurs [51].

Plusieurs mois plus tard, la Conférence de Vienne, dite du « Bloc d'Août », dirigée par les principaux marxistes de la périphérie, par Trotsky et les mencheviques décida que l'autonomie nationale-culturelle (la revendication en faveur de la création d'institutions culturelles autonomes pour toutes les nationalités, indépendamment du territoire) n'était pas en contradiction avec le programme du parti [52].

En réponse à ces évolutions, Lénine mobilisa dans sa contre-offensive politique les relativement rares cadres bolcheviques de la périphérie, y compris le géorgien Joseph Staline, afin d'écrire sur la question nationale. [53]. En 1913 et 1914, Lénine publia ses premières œuvres théoriques sur le sujet, dirigées contre les partisans de l'autonomie nationale et culturelle - qui, à ce moment là, incluaient la majorité des sociaux-démocrates des nationalités - et contre les luxembourgistes.

Les articles d'avant guerre de Lénine [54] représentaient un progrès important dans plusieurs aspects de la question. Après deux décennies d'abandon relatif, le fait d'insister sur l'importance de

la question nationale signifiait un changement important, tout comme son appui nouveau à l'autonomie régionale, à la promotion des droits linguistiques et l'emphase mise sur la nécessité de lutter contre le chauvinisme russe [55]. Cependant, les faiblesses politiques – couplées au fait que les nouvelles positions de Lénine étaient loin d'être acceptées par tous ses camarades – continuèrent à miner les tentatives des bolcheviques d'élargir leur base [56].

Trois questions étaient particulièrement problématiques. En premier lieu, les écrits bolcheviques de cette période reposaient sur la perspective que « *le développement du capitalisme* » dissout systématiquement les divisions nationales. Staline cita avec approbation l'affirmation du Manifeste Communiste disant que « *les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus* » [57]. Lénine affirma quant à lui que « *la tendance historique universelle du capitalisme à la destruction des barrières nationales, à l'effacement des distinctions nationales, à l'assimilation des nations, tendance qui s'affirme toujours plus puissante, (...) constitue l'un des plus importants facteurs de transformation du capitalisme en socialisme* ». [58]

Sur cette base, Lénine argumenta que l'assimilation continue des travailleurs d'Ukraine dans la Russie tsariste était une caractéristique « *indiscutablement progressiste* » du développement capitaliste [59]. S'il reconnaissait malgré tout que la création d'un Etat ukrainien était une possibilité historique, Lénine arrivait en même temps à la conclusion que « *le caractère historiquement progressif de l'« assimilation » des ouvriers grand-russes et ukrainiens ne fera aucun doute, de même que le brassage des nationalités en Amérique* ». [60]

S'appuyant sur cette analyse, Lénine et Staline dénoncèrent la lutte pour la défense des cultures nationales des peuples dominés comme une manifestation réactionnaire du nationalisme bourgeois [61]. Même les alliés des bolcheviques dans le LSDSP letton – l'unique organisation des nationalités de la périphérie à s'être alignée avec les bolcheviques dans ces années-là – firent disparaître toutes les formulations de Lénine sur la question nationale dans le projet de programme que celui-ci avait écrit pour leur congrès de 1914 [62].

Vu que l'historiographie des débats préalables à la guerre sur la question nationale se centre généralement sur le soutien ou sur l'opposition aux théories de l'austro-marxiste Otto Bauer, il est important de souligner que les contributions les plus importantes des marxistes des nationalités périphériques du tsarisme incarnaient une orientation distincte.

A la différence de Bauer et des bolcheviques, de nombreux sociaux-démocrates des nationalités tendaient à insister sur la nécessité de combiner tout autant des solutions nationales territoriales qu'extraterritoriales. L'affirmation des bolcheviques selon laquelle le capitalisme avait estompé les divisions nationales fut généralement rejetée, tout comme la perspective de Bauer que les nations sont des entités permanentes qui se renforceront encore plus grâce à l'avènement du socialisme [63].

Le second point faible le plus important des bolcheviques fut le changement de leur position prise après 1905 lorsqu'ils acceptèrent de facto le statut fédéral des organisations sociale-démocrates nationales. Lénine dénonça à nouveau le fédéralisme organisationnel, allant même jusqu'à affirmer que les organisations sociale-démocrates non russes n'étaient pas une composante essentielle d'un parti à l'échelle de tout l'empire : « *Un parti social-démocrate panrusse sans les nationalités non russes est-il légitime ? Oui, il l'est, parce qu'il a été un tel parti de toute la Russie entre 1893-1903 sans les Polonais ni les Lettons, et, de 1903 à 1906, sans les Polonais, les Lettons et le Bund* » [64]

En troisième lieu, Lénine continua à s'opposer au fédéralisme étatique, affirmant que les grands Etats centralisés étaient progressistes et qu'ils ne devaient être démembrés que dans des cas exceptionnels [65]. Et il écrivait : « *Les marxistes ne défendent jamais, sous aucune circonstance, le*

principe fédéral ou la décentralisation. Le grand Etat centralisé est un grand pas en avant historique entre la désunion médiévale et la future unité socialiste du monde entier, et c'est seulement à travers cet Etat (inséparablement lié avec le capitalisme) qu'il peut y avoir une voie vers le socialisme » [66]. Cette position, qui escamote la différence entre un empire et un Etat national, mina de manière significative l'attrait de leur défense de la libre détermination comme droit à la séparation politique [67]. Le dirigeant social-démocrate ukrainien Lev Yurkévich répliqua que le soutien général aux grands Etats et le droit des nations à l'autodétermination étaient des « *principes qui s'excluaient mutuellement* » [68].

Sur la question cruciale de l'indépendance de la Pologne, Lénine affirme que « *Aucun marxiste russe n'a jamais pensé à accuser les sociaux-démocrates de s'opposer à la sécession de la Pologne. Ces sociaux-démocrates se trompent seulement lorsque, comme Rosa Luxemburg, ils tentent de nier la nécessité d'inclure la reconnaissance du droit à la libre détermination dans le Programme des marxistes russes* ». [69]

Cette approche se concrétisa dans l'alliance continue des bolcheviques avec les luxemburgistes polonais au lieu de le faire avec le bien plus fort PPS-Gauche (nom que ce parti adopta après que la majorité du PPS ait expulsé son aile nationaliste en 1906-1907), qui dirigeait un mouvement ouvrier de masse renaissant [70]. Les bolcheviques allèrent même jusqu'à dénoncer de manière injustifiée le PPS-Gauche comme étant « nationaliste » et construisirent une alliance avec une aile des militants du SDKPiL (Karl Radek, etc.) qui s'opposait au sectarisme et aux méthodes antidémocratiques de la direction en exil de Rosa Luxemburg-Léo Jogiches, mais sans cesser de soutenir le point de vue de cette dernière sur la question nationale [71]. La position des bolcheviques sur la Pologne – et sur la libération nationale en général – contribue à expliquer pourquoi leurs appuis dans les zones périphériques de l'empire se limitaient dans une grande mesure aux sociaux-démocrates anti-nationalistes [72].

Conclusion

En dépit de leur souhait de construire un parti qui représente tous les travailleurs de l'empire, l'enracinement des bolcheviques parmi les non russes – et leurs politiques envers eux – furent notablement faibles à la veille de 1917 [73]. Bien que ce ne fut certainement pas l'unique cause de la défaite de la révolution en dehors de la Russie centrale, ce fut un facteur important.

Les bolcheviques étaient trop isolés pour être capables d'aspirer sérieusement au pouvoir en Géorgie lorsque celle-ci déclara son indépendance [74]. De la même manière, en Finlande, les bolcheviques avaient peu d'influence sur le cours d'une révolution qui fut écrasée en 1918 [75]. En Ukraine et en Azerbaïdjan, les gouvernements soviétiques s'établirent pratiquement sans le soutien des travailleurs de ces nationalités et perdirent rapidement le pouvoir [76]. Ces échecs facilitèrent une guerre civile prolongée et dévastatrice qui se développa principalement dans les zones périphériques [77]. La soviétisation s'imposa finalement en Géorgie, en Azerbaïdjan et en Ukraine, en grande mesure à travers l'intervention de l'Armée rouge, mais l'invasion de la Pologne par les forces soviétiques fut catastrophiquement contre-productive [78].

Il convient de souligner que les principaux marxistes européens considéraient sans exception depuis plusieurs décennies déjà que les régions non russes de l'empire tsariste avaient une importance cruciale pour l'expansion internationale de la révolution [79]. L'importance de la Pologne – partagée entre l'Allemagne (Prusse), l'Autriche et la Russie – était, en particulier, une vieille question. Comme Kautsky l'écrivit en 1904 : « *La question polonaise redeviendra à nouveau cruciale (...) Les Polonais dresseront leurs baïonnettes non pas contre la Russie, mais contre l'Autriche et la Prusse et, dans la*

mesure où la Pologne servira la révolution, elle deviendra un moyen non pas pour défendre la révolution contre la Russie mais pour l'apporter en Autriche et en Prusse (...) Ces luttes ne conduiraient-elles pas au pouvoir le prolétariat en Allemagne ? Cela aurait des répercussions dans toute l'Europe » [80]. C'est néanmoins la dynamique opposée qui eut lieu : les défaites dans les zones de la périphérie, en particulier l'échec de la révolution en Pologne, ont été le tournant décisif dans le reflux de la vague révolutionnaire de l'après-guerre [81].

A la fin de l'année 1923, le gouvernement soviétique était coincé dans un monde capitaliste hostile. Mais l'expérience de ces revers, les efforts pour construire le pouvoir soviétique parmi les non-Russes et le flux des sociaux-démocrates périphériques et des révolutionnaires nationalistes vers les partis communistes et l'Internationale Communiste provoquèrent une révision importante de l'approche bolchevique sur la question nationale. De nombreuses positions défendues en premier par les sociaux-démocrates de la périphérie furent adoptées, y compris celle en faveur du fédéralisme de l'Etat et de républiques socialistes indépendantes dans les zones périphériques ; le rejet de l'assimilation et la promotion active des cultures nationales et des écoles nationales et l'établissement de partis marxistes indépendants dans la périphérie [82]. Ces orientations nouvelles rendirent possible une « renaissance nationale » notable des non-Russes, qui se prolongea jusqu'à la contre-révolution stalinienne dans les années 1930 [83].

En résumé, les bolcheviques dans leur ensemble ne surmontèrent leurs sérieuses lacunes par rapport à la question nationale qu'après les défaites initiales des révolutions ouvrières dans la périphérie de l'empire. Lénine et ses camarades adoptèrent finalement une grande partie des conceptions des sociaux-démocrates des nationalités, mais le retard mit à le faire coûta très cher à la révolution. Si les bolcheviques avaient adopté ces orientations plus tôt, la victoire de la révolution socialiste dans les territoires non russes aurait sans doute été possible et, à travers eux, la progression de celle-ci à travers l'Europe et l'Asie.

Bien que les faits historiques sont compatibles avec l'affirmation de Trotsky selon laquelle la montée du stalinisme fut fondamentalement causée par l'isolement de la révolution, l'évidence suggère que cet isolement fut en grande mesure le fruit de la faiblesse politique des bolcheviques sur et dans les zones périphériques de l'empire.

D'autre part, un facteur qui contribua à la défaite de l'Opposition de gauche par la bureaucratie stalinienne fut son échec à l'heure de défendre les revendications des non-Russes. En 1923, Trotsky n'a pas pu satisfaire la fameuse demande de Lénine de passer à l'offensive contre Staline par rapport à la question de l'autonomie de la Géorgie. Cette même année, Trotsky repoussa également une proposition d'alliance contre Staline que lui avait faite le principal dirigeant bolchevique parmi les peuples musulmans, Mirsaïd Sultan Galiev, qui avait organisé un large mouvement de résistance contre la domination russe dans les zones périphériques. Dans les années qui suivirent, les nombreux adversaires de Staline parmi les nationalités périphériques (à l'exception des communistes géorgiens), ne virent généralement pas l'Opposition de gauche comme une alliée parce que des luxembourgistes comme Georgy Pyatakov jouaient un rôle dirigeant en son sein et parce qu'elle n'évoqua pas la question nationale jusqu'en 1927 [84].

Tirer les leçons de cette expérience - et du marxisme des nationalités périphériques en général - peut être d'une grande utilité afin d'affiner la pratique socialiste dans les luttes de classes et nationales actuelles, et contre la domination de genre.

Eric Blanc

Notes :

[1] Une version abrégée de ce travail a été présentée à la conférence « Historical Materialism » de Toronto en mai 2014. Il se base sur des sources de recherche primaires en ukrainien, russe, letton, finlandais et polonais, utilisées pour ma prochaine monographie sur l'histoire des principales organisations marxistes non russes et intitulée : « Anti-Colonial Marxism : National Liberation and Socialist Revolution in the Czarist Borderlands ».

[2] La majorité des historiens, en se basant sur le recensement de 1897, ont évalué le pourcentage de russes ethniques dans l'empire tsariste à 43 ou 44% de la population totale. Mais, mis à part le fait que ce recensement sous-estimait le nombre des Polonais, il n'incluait pas les populations de Finlande, de Boukhara ou de Khiva (soit 6 millions de personnes au total). Concernant les principales conclusions de ce recensement, voir : В.П. Семенова, ed., Россия. Полное географическое описание нашего отечества (Санкт-Петербург : А.Ф.Девриена, 1913).

[3] Voir Richard Pipes, *The Formation of the Soviet Union : Communism and Nationalism, 1917-1923* (Cambridge, MA : Harvard University Press, 1954). De la même manière, l'historiographie non soviétique des nations auparavant dominées par le Tsar a été marquée par les dénonciations nationalistes de l'«impérialisme bolchevique». Pour un exemple typique, voir : Arveds Schwabe, *The Story of Latvia : a Historical Survey* (Stockholm : E. Olofssons Boktryckeri , 1949). Bien que l'histoire des sociaux-démocrates de la périphérie soit encore aujourd'hui largement méconnue, il existe plusieurs travaux pionniers importants dont certains seront cités ci-dessous.

[4] Pour un récit soviétique classique, voir Т.Ю.Бурмистрова, *Национальный вопрос и рабочее движение в России. (Ленинская политика пролетарского интернационализма 1907-1917 гг.)* (Москва : Мысль, 1969).

[5] Alan Woods, *Bolshevism-The Road to Revolution* (Londres : Wellred Publications, 1999), 398.

[6] Richard Pipes, «Russian Marxism and Its Populist Background : The Late Nineteenth Century,» *Russian Review* 19, no. 4 (1960) : 316-337.

[7] « Ответ Исполнительного Комитета партии Народной воли » *Народная воля* 10 (1884), en *Литература социально-революционной партии « Народной воли »* (Типография партии социалистов- революционеров, 1905), 680-681.

[8] Sur les sociaux-démocrates d'Autriche et la question nationale, voir : Hans Mommsen, *Die Sozialdemokratie und die Nationalitätenfrage im habsburgischen Vielvölkerstaat* (Wien : Europa-Verlag, 1963).

[9] L'orientation fédéraliste des socialistes-révolutionnaires leur gagna le soutien de nombreux révolutionnaires dans les zones périphériques. Alors que les SR ont été souvent mésestimés en tant que terroristes et simples populistes, leur parti était en réalité profondément enraciné dans le mouvement ouvrier et sa génération plus jeune, dirigée par Victor Tchernov, se voyait elle-même comme des socialistes révolutionnaires plus proches de la méthode critique de Marx que la social-démocratie « orthodoxe ». Une opinion qui provenait partiellement du fait que les socialistes-révolutionnaires furent les premiers socialistes russes à défendre de nombreuses positions qui furent finalement adoptées par les dirigeants bolcheviques par rapport à la lutte paysanne, à la révolution permanente et à la libération nationale. Concernant la position des SR sur la question nationale, voir : В.М. Чернов « Национальное порабощение и революционный социализм » *Революционная Россия* 18 (1903), et В.М. Чернов « Национальный вопрос и революция » *Революционная Россия* 35 (1903). Sur les SR, les sociaux-démocrates et la lutte nationale en Finlande, voir : Antti Kujala, *Vallankumous ja Kansallinen itsemääräämisoikeus : Venäjän sosialistiset puolueet ja suomalainen radikalismi vuosisadan alussa* (Helsinki : Suomen Historiallinen

Seura, 1989).

[10] « Par attiecībām pret cittautu sociāldemokrātiskām organizācijām » (1904) dans « Latvijas Komunistiskās partijas kongresu, konferenču plēnumu CK sin rezolūcijas lēmumi ONU » (Riga : izdevniecība Latvijas Valsts, 1958).

[11] La force du mouvement ouvrier de masse dans la périphérie se manifesta dans la grève générale de 1903 en Ukraine et en Transcaucasie – qui contribue à expliquer pourquoi la majorité des comités du POSDR des zones périphériques se mirent du côté des mencheviques après 1903, vu que les bolcheviques y étaient perçus comme trop conspirationnistes et dédaigneux des luttes économiques. Ces faiblesses bolcheviques furent mises en lumière dans l'action ouvrière la plus importante avant la révolution de 1905, à savoir la grève générale de Bakou en 1904. Sur le mouvement ouvrier de cette période, en outre des statistiques sur la faible affiliation au POSDR, le faible nombre d'ouvriers dans ses rangs et les comparaisons avec les partis sociaux-démocrates non russes, voir : И.М. Пушкарева et al., Трудовые конфликты и рабочее движение в России на рубеже вв XIX- XX. (Санкт-Петербург : Алетейя, 2011), en particulier : 198-201.

[12] « Отчет о деятельности Бунда за время от съезда IV до V (1901-1903 гг.) » (1903) dans : К.М. . Андерсон et al, ed, Бунд : Документы и материалы, 1894-1921 (Москва : РОССПЭН, 2010), 353.

[13] Sur l'histoire des débuts du PPS, consulter : Jan Kancewicz, Polska Partia Socjalistyczna w latach 1892-1896 (Warszawa : Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1984) ; sur le SDKPiL : Bronislaw Radlak, Socjaldemokracja Królestwa Polskiego i Litwy w latach 1893-1904 (Warszawa : Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1979) ; sobre el Bund, Н.А. Бухбиндер, История еврейского рабочего движения в России (Ленинград : издательство Академическое, 1925) ; sur le PSD finlandais, Hannu Soikkanen, Kohti kansanvaltaa 1 : Suomen Sosialidemokraattinen Puolue 75 vuotta, osa 1 1899-1937 (Helsinki : Suomen Sosialidemokraattinen Puolue, Puoluetuimikunta, 1975).

[14] Cette liste se compose des principales organisations que se considéraient explicitement comme « social-démocrates », bien que certaines sont nées en tant que partis nationalistes néo-populistes et/ou révolutionnaires. Leur pic d'affiliés fut atteint par tous les partis entre 1905 et 1907. Le lecteur doit tenir compte du fait que les effectifs de partis clandestins dans la Russie tsariste sont notoirement peu fiables vu l'absence de listes de membres et la tendance de tous les groupes à exagérer leur taille. Le nombre de membres indiqué pour les mencheviques n'inclut pas les sociaux-démocrates géorgiens ou la Spilka ukrainienne du fait qu'ils agissaient politiquement et organisationnellement comme des partis indépendants en dépit de leur affiliation formelle avec la fraction menchevique dont ils représentaient respectivement environ 30% et 10% du total des membres. J'ai compilé ce tableau à partir des sources suivantes : PPS polonais : Anna Zarnowska, Geneza rozłamu w Polskiej Partii Socjalistycznej, 1904-1906 (Warszawa : Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1965), 457 ; SDKPiL polonais (Social-Démocratie du Royaume de Pologne avant 1899 ; affiliée au POSDR après 1906) : Paweł Samus, Dzieje SDKPiL w Łodzi : 1893-1918 (Łódź : Wydawnictwo Łódzkie, 1984), 69 ; sociaux-démocrates géorgiens (affiliés au POSDR après 1903) : Stephen Jones, Socialism in Georgian Colors : the European Road to Social Democracy, 1883-1917 (Cambridge, MA :. Harvard University Press, 2005), 209 ; LSDP lituanien : Leonas Sabaliūnas, Lithuanian Social Democracy in Perspective, 1893-1914 (Durham : Duke University Press, 1990), 114 ; Bund juif (Fédération Générale des Travailleurs Juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie après 1901 ; affiliée au POSDR de 1898 à 1903 et après 1906) : Моисей Григорьевич Рафес, Очерки по истории Бунда (Москва : рабочий Московский, 1923), 161 ; parti social-démocrate finlandais (Parti des Travailleurs de Finlande avant 1903) : Hannu Soikkanen, Sosialismin Tulo Suomeen : Ensimmäisiin Yksikamarisen Eduskunnan Vaaleihin Asti (Porvoo-Helsinki : Werner Söderström Osakeyhtiö, 1961), 338 ; RUP d'Ukraine (Parti Ouvrier Social-démocrate ukrainien après 1905) :

Володимир Головченко, Від « Самостійної України » до Союзу визволення України (Харків : Майдан, 1996), 65 ; Union Démocratique Sociale lettone (Parti Socialiste Révolutionnaire letton après 1913) : Arveds Švābe, Latvijas vestidura, 1800-1914 (Daugava, 1962), 611 ; « Spécifistes » arméniens : И.С. Багирова, Политические партии и организации Азербайджана в начале XX века (1900-1917) (Баку : ЕЛМ, 1997), 232 ; Bolcheviques : А.И. Уткин « К вопросу о численности и составе РСДРП в 1905-1907 гг. », En А.П.Корелин, ed., Политические партии России в период революции 1905-1907 гг. Количественный анализ (Москва : Академия наук СССР, 1987), 19 ; Mencheviques (moins l'organisation ukrainienne Spilka et la social-démocratie géorgienne) : Ibid ; LSDSP lettone (social-démocratie lettone après 1906 ; affiliée au POSDR après 1906) : Vitālijs Salda, « Latvijas sociāldemokrātijas organizatoriskās attīstības Daza Tendencias 1905 revolūcijā gada », dans : Jānis Bērziņš, ed, 1905 Gads latvija : 100 Pētījumi ONU starptautiskas konferences MATERIALI, 2005. gada 11.-12. janvāris, Riga (Riga : Latvijas vestiduras instituta apgāds, 2006), 209 ; « Hummet » : mon calcul approximatif repose sur : Исмаил Аловсат оглы Агакишиев, Возникновение и деятельность социал-демократической организации « Гуммет » в 1904-1911 годах (диссертация, Московский государственный университет, 1991) ; Spilka ukrainienne (affiliée au POSDR après 1905) : А. Риш, Очерки по истории Украинской социал-демократической « Спілки » (Харьков : Пролетарий, 1926), 25.

[15] Sur les socialistes et la question juive dans la Russie tsariste, consulter : Klaus Heller, Revolutionärer Sozialismus und nationale Frage. Das Problema des Nationalismus bei russischen und Jüdischen Sozialdemokraten und Sozialrevolutionären bis zur Revolución 1905-1907 (Frankfurt : Peter Lang, 1977).

[16] « Le prolétariat juif as-t-il besoin d'un parti politique indépendant ? » (1903), dans VI Lénine, Oeuvres Complètes (Moscou : Editions du Progrès, 1977) 6 : 331-332

[17] Voir : Brian Pearce, ed, 1903, Second Ordinary Congress of the RSDLP : Complete Text of the Minutes (Londres : New Park Publications, 1978), 223-229. Du fait de la pression du Bund et des sociaux-démocrates de Géorgie, un point sur les droits linguistiques fut finalement inclut dans le programme du parti. Ibid., 6.

[18] Sur les premiers arguments de Lénine en faveur de l'assimilation juive, voir : « La position du Bund dans le Parti » (1903) de Lénine, Œuvres Complètes 7 : 100-101. Après la montée du nazisme dans les années 1930, Trotsky rompit avec cette position assimilationniste et, à partir de 1937, il soutint que les Juifs étaient une nationalité ayant le droit à la libre détermination, y compris la création de sa propre « république autonome ». En même temps, Trotsky resta implacablement opposé au sionisme. Voir Léon Trotsky, « Sur la question juive », Quatrième Internationale, 6, n°12 (décembre 1945) : 378.

[19] Pēteris Stucka « Provinču autonomija socialdemokratu partiju Programa » Nākotne 4 (junio de 1906) : 51.

[20] « A propos du manifeste de l' 'Union des social-démocrates arméniens' » (1903) de Lénine, Oeuvres Complètes, 6 : 326-327.

[21] Pearce, 1903, Second Ordinary Congress of the RSDLP : Complete Text of the Minutes, 221.

[22] « La question nationale dans notre programme », (1903), dans Lénine, Oeuvres Complètes 6 : 459. Cette affirmation a été critiquée par le dirigeant du PPS Kelles-Krauz, qui argumenta que les empires russe et autrichien furent à l'origine pré-capitalistes et qu'ils ne pouvaient être mis sur le même pied que le développement capitaliste progressiste. Voir : Kazimierz Kelles-Krauz « Niepodległość Polski una dziejów pojmowanie materialistyczne » (1905) dans : Wybór pism

politycznych (Kraków : Nakładem Drukarni Narodowej, 1907), 248.

[23] Karl Kautsky, "Finis Poloniae ?" Die Neue Zeit 2, n°42 (1896) : 484 a 491, n°43 (1896) : 513-525. Ce article influent fut publié en polonais par le PPS et devint l'un de ses plus populaires pamphlet pro-indépendance ; voir : Karol Kautsky, Niepodległość polski (Londyn : W drukarni Związku Zagr Socjalistów Polskich, 1897).

[24] Comme Lénine l'a souligné dans tout son article « La question nationale dans notre programme », son argument que le programme du parti « n'exclut pas du tout que le prolétariat polonais adopte comme mot d'ordre une république polonaise libre et indépendante quand bien même la probabilité de sa réalisation avant l'avènement du socialisme serait tout à fait infime » ne voulait pas dire qu'il plaidait pour cela ou qu'il était nécessaire soutenir l'indépendance de la Pologne. Voir : Lénine, Œuvres Complètes 6 : 458. Cette attitude ambiguë constituait une rupture avec la position traditionnelle explicite des socialistes européens et russes sur l'indépendance de la Pologne. Ainsi, par exemple, la première organisation socialiste russe, « Terre et Liberté », avait activement soutenue le soulèvement sécessionniste polonais de 1863. « Pourquoi le gouvernement ne veut pas renoncer à la Pologne », écrivait « Terre et Liberté » ; « Parce qu'il se rend compte que quand la Pologne sera libre, la Russie sera libre, et cela signifie que ce gouvernement lui-même s'écroulera ». Voir : Ver Franco Venturi, Roots of Revolution : A History of the Populist and Socialist Movements in Nineteenth Century Russia (Londres : Weidenfeld and Nicolson, 1960), 272. Sur le soutien de Marx et d'Engels à l'indépendance de la Polonia, voir : Karl Marx, Friedrich Engels, The Russian Menace to Europe : a Collection of Articles, Speeches, Letters, and News Dispatches, ed. Paul Blackstock, Bert Hoselitz (Glencoe : Free Press, 1952).

[25] « Програма Земли и воли » (1878) en В. Н. Гинев, К. Г. . Ляшенко, ed, Из истории и « Земли и воли » « Народной воли » : споры о тактике : сборник документов (Москва : Альянс-Архео, 2012), 35.

[26] Sur les résolutions en anglais, en français, et en allemand, voir : Histoire de la II^e Internationale (Genève : Minkoff réimpression, 1980), 10 : 223, 455, 478.

[27] Les bundistes ont souvent été injustement accusés de s'opposer à l'autodétermination nationale territoriale. En réalité, leur position était que les solutions territoriales à la question nationale devaient être complétées avec des « institutions spéciales destinées à garantir le libre développement culturel » pour tous les peuples en tenant compte du fait que certaines nationalités n'avaient pas un territoire spécifique. Voir, par exemple, l'intervention de Vladimir Medem (« Goldblatt ») dans Pearce, 1903, Second Ordinary Congress, 229-230.

[28] Elehard Esse [Kelles-Krauz], « Socialistes Polonais et Russes », L'Humanité nouvelle : revue internationale : sciences, lettres et arts 1, no. 4 (1899) : 434-450.

[29] Ibid., 444.

[30] Kelles-Krauz, Wybór pism, 252, 256-263.

[31] Michal Luśnia [Kelles-Krauz], « Klasowość naszego programu » (1894) dans : Kazimierz Kelles-Krauz, Narod i historia : Wybór pism, Stanisław Ciesielski, ed., (Warszawa : Państwowy Instytut Wydawniczy, 1989), 51.

[32] « Bilan et perspectives » (1906) de Léon Trotsky, La Révolution Permanente (London : New Park Publications, 1962).

[33] Michal Luśnia [Kelles-Krauz], « kryzys nasz » Przedświt 2 (1902) : 55.

[34] Ceci n'était pas un argument isolé. Dès 1896, Kelles-Krauz écrivit : « Qui nous dit que la république de Pologne que nous allons proclamer sera nécessairement un Etat bourgeois ? (...) Le jour où nous renverserons l'invasion tsariste - le principal obstacle à l'instauration [du programme socialiste] - nous ferons tout ce qui est possible en même temps, cela va de soi, pour socialiser les moyens de production et démocratiser l'ordre public. Jusqu'à quel point aurons-nous du succès ? Cela dépendra des circonstances et de la marche générale des événements en Europe et en Russie quand nous serons lancés dans la lutte (...) L'abolition de l'oppression étrangère dans notre pays peut devenir le point de départ de l'abolition du système capitaliste lui-même ». Voir : « Les Motifs de Notre Programme », Bulletin Officiel du Parti Socialiste Polonais 9 (1896) : 3, 5. Dans son dernier article important avant sa mort en juin 1905, il réitéra cette possibilité. Voir : Kelles-Krauz, « Niepodległość Polski, » 265.

[35] « Nasze zadanie », Pobudka 10 (1891) : 1.

[36] Сергея П-овича « Прямо к цели » (1906) en Дмитрий Борисович Павлов, ed, Союз эсеров-максималистов : документы, публицистика, 1906-1924 (Москва : РОССПЭН, 2002), 11-14.

[37] Дмитрий Борисович Павлов, Эсеры-максималисты в первой российской революции (Москва : Всесоюзного заочного политехнического института, 1989), 118.

[38] En réfléchissant en 1927 sur le rôle d'avant-garde des zones périphériques dans la première révolution russe, Nikolaï Popov souligna qu'il « aurait semblé monstrueux » en 1905 d'imaginer que la Russie expérimenterait dix années de gouvernement des travailleurs tandis que la Lettonie et la Pologne seraient encore sous la dictature de la bourgeoisie. Voir : Попов, Н.Н., Очерк истории Коммунистической Партии (Большевиков) Украины (Киев : Пролетарий, 1929), 49.

[39] Après la décadence de « Hummet » en 1909-1911, les bolcheviques perdirent cette base, ce qui fit que la « Commune de Bakou » de 1917-1918 eut peu de soutien au delà des Russes et des Arméniens. Sur « Hummet », voir : Агакишиев, « Гуммет. »

[40] Voir : Hilja Pärssinen, « Über das Stimmrecht der finnischen Frau », Die Gleichheit 3 de octobre de 1906, 136-137. La lutte pour le suffrage universel en Finlande - dirigée par les socialistes et à laquelle s'opposèrent jusqu'à la dernière minute les principales organisations de femmes bourgeoises (qui soutenaient les critères de propriété pour le droit de vote) - a été systématiquement marginalisée par l'historiographie du féminisme libéral. Sur la lutte pour le suffrage universel en Finlande et les premières femmes élues au parlement, voir : Eeva Ahtisaari et al., Yksi kamari, kaksi sukupuolta. Suomen eduskunnan ensimmäiset Naiset (Helsinki : Eduskunnan Kirjasto, 1997).

[41] Władysław Lech Karwacki, Łódź w latach Rewolucji : 1905-1907 (Łódź : Wydawnictwo Łódzkie, 1975).

[42] Pour la Lettonie, voir : A. Bīrons, A. Puļķis, ed., Sin zemnieki 1905.-1907 Latvijas strādnieki. g.revolūcijā (Rīga : Zinātne, 1986) ; en Géorgie : Григорий Уратадзе, Воспоминания грузинского социал-демократа (Stanford : Hoover Institution sobre Guerra, Revolución y Paz, 1968).

[43] Concernant Spilka, consulter Риш « Спілки. »

[44] Léon Trotsky, 1905 (New York : Random House, 1971), 296.

[45] Jānis Akuraters, Dienu atspīdumi : Revolūcijas atminu Gramata (1905-1908), Ilgonis Bērsons, ed (Rīga : Zvaigzne, 1996)., 17.

- [46] Voir : Четверты (объединительный) съезд РСДРП. Апрель (апрель-май) 1906 года : Протоколы (Москва : Государственное издательство политической литературы, 1959), 532-533.
- [47] Пятый съезд РСДРП. Май-июнь 1907 г. : Протоколы. (Москва : Партиздат, 1935), 659. ! [48] Ibid., 25-26, 57.
- [48] Voir : Karl Kautsky, "Die Nationalitätenfrage in Russland" Leipziger Volkszeitung 98 (29 de abril, 1905) : 17.
- [49] L'article de Kautsky fut publié dans Владимир Медем, Социал-демократия и национальный вопрос (Санкт-Петербург : Трибуна, 1906).
- [50] Sur le Bund à cette période, voir : Hersch Mendel, Erinnerungen eines revolutionärs Jüdischen (Berlin : Rotbuch Verlag, 1979). Sur les SD lettons : Ilga Apine, Jaunie revolucionārie uzplūdi Latvija, 12 (Riga : Latvijas Valsts izdevniecība, 1964). Sur le PPS-Gauche, Janina Kasprzakowa, Ideologia i Polityka PPS-Lewicy w latach 1907-1914 (Warszawa : Książka i Wiedza, 1965).
- [51] Voir : В.В. Шелохаев, ed, et al, Конференции РСДРП 1912 года : документы и материалы (Москва : РОССПЭН, 2008).
- [52] « По вопросу о культурно-национальной автономии » (1912), en Ibid., 947.
- [53] "Le marxisme et la question nationale" (1913) dans : J.V. Staline, Oeuvres (Moscow : Foreign Languages Publishing House, 1954) 2 : 300-381.
- [54] « Notes critiques sur la question nationale » (1913) dans : Lénine, Œuvres Complètes 20 : 17-51 ; « Le droit des nations à l'autodétermination », (1914), dans : Lénine, Œuvres Complètes 20 : 393-454.
- [55] Il convient de signaler que la vision de Lénine de l'autonomie régionale à cette époque était notablement plus étroite. Il soutenait que « toutes les questions économiques et politiques importantes de la société capitaliste doivent être exclusivement traitées par le parlement central de tout le pays, et non par les diètes autonomes des régions ». Voir : Lénine, Œuvres Complètes, 20 : 46. Les sociaux-démocrates des périphéries tendaient au contraire à exiger une forme beaucoup plus large d'autonomie, qui devait inclure la souveraineté législative et administrative. Voir par exemple : Programa PPS-Lewicy (1908) en Kasprzakowa, Ideologia i Polityka PPS-Lewicy, 254.
- [56] Par exemple, Stepan Shaumian, principal dirigeant des bolcheviques à Bakou, s'opposa à la position de Lénine d'abandonner une « langue de l'Etat », ainsi que le nouveau soutien de Lénine à l'autonomie régionale. Consulter : « Письмо В.И. Ленину 30 мая 1914 г. », En С. Г. Шаумян, Избранные произведения (Москва : Издательство политической литературы, 1978) 1 : 461-463.
- [57] Staline, Obras 2 : 341.
- [58] Lénine, Oeuvres Complètes, 20 : 28.
- [59] Ibid., 31.
- [60] Ibid., 31.
- [61] Lénine, Oeuvres Complètes 20 : 21-22 ; Staline, Oeuvres 2 : 374-375.
- [62] Институт истории партии при ЦК КП Латвии. филиал Института марксизма-ленинизма

при ЦК КПСС, Очерки истории Коммунистической партии Латвии (Riga : Латгосиздатель, 1962) 1 : 262-63.

[63] Par exemple, voir : К. Залевский [Stanisław Trusiewicz], « Национальный вопрос в России » Наша Заря 5 (1914) : 15-23, 6 (1914) : 24-29.

[64] Lénine, Œuvres Complètes 20 : 533.

[65] Ibid., 430.

[66] Lénine, Œuvres Complètes 20 : 46.

[67] La définition de Lénine de la libre détermination dans le sens exclusif du droit à la sécession était en rupture avec la position de la majorité des sociaux-démocrates des nationalités, ainsi que de ses alliés bolcheviques les plus proches (Staline et Shaumian). Ce mot d'ordre était communément compris comme incluant le droit à l'autonomie et la fédération, en plus de la sécession. Par exemple, Staline écrivit : « Le droit à la libre détermination signifie qu'une nation peut organiser sa vie comme elle le souhaite. Elle a le droit d'organiser sa vie sur la base de l'autonomie. Elle a le droit d'établir des relations fédérales avec d'autres nations. Elle a le droit à la complète sécession ». Voir : Staline, Œuvres 2 : 321. Sur une position similaire de Shaumian et les objections de Lénine, consulter : « Lettre à S.G. Shaumian » (1913), dans : Lénine, Œuvres Complètes 19 : 500-501.

[68] Л. Рибалка [Lev Yurkévich], « Русские социал-демократы и национальный вопрос » (Женева, 1917) citado en Иван Майстренко « Ленін і національне питання » Сучасність 6 (1975) : 62.

[69] Œuvres Complètes, 20 : 430.

[70] Sur la force et le radicalisme du PPS-Gauche à cette période, voir : Kasprzakowa, Ideologia i Polityka PPS-Lewicy, 187-246.

[71] La réputation actuelle de Luxemburg comme l'icône du marxisme démocratique « ouvert » est impossible à concilier avec son rôle dans le mouvement révolutionnaire polonais et les pratiques réelles de son parti. La scission du SDKPiL en 1911 fut l'aboutissement de l'opposition de la majorité du parti aux méthodes de direction verticalistes et à la campagne obsessionnelle menée contre le PPS imposées par la direction Luxemburg-Jogiches. Sur le SDKPiL à cette période et ses relations avec les sociaux-démocrates russes, consulter : Walentyna Najdus, SDKPiL un SDPRR 1908-1918, (Wroclaw : Zakład Narodowy im Ossolinskich, 1980).

[72] Cette dynamique se fit également évidente en Ukraine. Georgy Pyatakov rejoignit les bolcheviques à Kiev à cette période et, avec Radek et ses camarades polonais, il dirigea l'aile luxemburgiste du parti à partir de 1914. Sur la polémique post-1914 de Lénine contre Radek et Pyatakov, consulter : « Résumé du débat sur l'autodétermination » (1916) dans : Lénine, Œuvres Complètes 22 : 320-360 et « Sur une caricature de marxisme et l'économisme impérialiste » (1916) dans : Lénine, Œuvres Complètes 23 : 28-76. Ces écrits marquèrent une nouvelle prise de distance avec les positions antérieures de Lénine sur la question nationale ; il y soutenait désormais que le capitalisme à l'époque de l'impérialisme augmentait les antagonismes nationaux et soutenait que les mouvements nationaux des peuples opprimés étaient un élément clé de la lutte mondiale pour le socialisme.

[73] A la veille de la révolution de février, parmi tous les peuples non russes de l'empire, les bolcheviques ne jouissaient d'un soutien populaire que chez les Lettons. Il semble que la principale raison de l'effondrement de la république soviétique de Lettonie en 1919 fut le refus des

communistes de distribuer la terre aux paysans sans terre et leur campagne doctrinaire de nationalisation de l'agriculture, ce qui provoqua l'opposition des masses paysannes contre le gouvernement révolutionnaire. Voir : Jānis Siliņš, *Padomju Latvija 1918-1919* (Riga : Vestiduras izpētes popularizēšanas ONU Bied, 2013).

[74] Ronald Grigor Suny, *The Making of the Georgian Nation* (Bloomington : Indiana University Press, 1988).

[75] Jarmo Peltola, Sami Suodenjoki, Köyhä Suomen kansa katkoo kahleittansa : Luokka, liike ja yhteiskunta 1880-1918 : Vasemmistolainen työväenliike Pirkanmaalla I (Tampere : Tampere University Press, 2007).

[76] Pour l'Azerbaïdjan, voir : Джамиль Гасанлы, *Русская революция и Азербайджан. Трудный путь к независимости, 1917-1920* (Москва : Флинта, 2011) ; pour l'Ukraine, depuis la perspective des socialistes ukrainiens, consulter : О.Ю. Висоцький, *Українські соціал-демократи та есери : досвід перемог і поразок* (Київ : цінності Основні, 2004) у Тетяна Анатоліївна Бевз, *Партія національних інтересів і соціальних перспектив* (Політична історія УПСР) (Київ : Інститут політичних і етнонаціональних досліджень ім І Ф. Кураса, 2008).

[77] Evan Mawdsley, *The Russian Civil War* (Boston : Allen & Unwin, 1987).

[78] Sur les communistes polonais à cette période, voir : Konrad Zieliński, *O Polska republike Rad. Działalność Polskich komunistów w Rosji Radzieckiej 1918-1922* (Lublin : Wydawnictwo Uniwersytetu Marii Curie-Skłodowskiej, 2013).

[79] Voir : Marx, *La menace de la Russie* ; Trotsky, *La révolution permanente*, 241-242 ; « La guerre polono-soviétique », (1920) Alan Adler, ed, *Thèses, résolutions et manifestes des quatre premiers congrès de la III^e Internationale* (Atlantic Highlands, NJ : Humanities Press, 1980).., 66. Des arguments similaires furent utilisés sur d'autres que vivaient des deux côtés de la frontière tsariste, et particulièrement les Ukrainiens et les Azéris. Sur l'importance de la région du Caucase et de l'Asie centrale pour l'extension de la révolution aux peuples non européens, voir : John Riddell, ed, *To See the Dawn : Baku, 1920—First Congress of the Peoples of the East* (New York : Pathfinder, 1993). Les marxistes et les nationalistes révolutionnaires des nationalités périphériques intervinrent dans cette conférence pour dénoncer les politiques chauvinistes des autorités soviétiques dans les régions non européennes de Russie, une dynamique qui alla encore plus loin en Asie Centrale.

[80] Karl Kautsky, "Revolutionary Questions,"(1904) dans : Richard Day, Daniel Gaido, ed, *Witnesses to Permanent Revolution : The Documentary Record* (Leiden : Brill, 2009), 218.

[81] L'impact de la défaite de la Pologne sur la fin de la vague révolutionnaire de l'après guerre fut reconnu par le 3^e Congrès de l'IC en 1921, voir : « Thèses du Troisième Congrès Mondial sur la situation internationale et les tâches de l'Internationale Communiste » (1921), Adler, *Thèses, résolutions et manifestes*, 184.

[82] Sur l'évolution post-1917 de l'approche sur la question nationale, ainsi que les tensions théoriques et pratiques internes du PCUS sur cette question, voir : Jeremy Smith, *The Bolsheviks and the National Question, 1917-23* (New York : St. Martin Press, 1999).

[83] Sur les politiques « d'action affirmative » de l'Union soviétique à cette période, voir : Terry Martin, *The Affirmative Action Empire : Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939* (London : Cornell University Press, 2001).

[84] Sur Sultan Galiev, consulter Alexandre Bennigsen, Chantal Lemercier-Quelquejey, « Le père de

la révolution tiers-mondiste » (Paris : Fayard, 1986) ; sur l'Opposition de gauche et la question nationale, voir : Martin, *The Affirmative Action Empire*, 230-238 et le recueil documentaire dans : Léon Trotsky, *The Challenge of the Left Opposition (1923-25)* (New York : Pathfinder Press, 1975)

P.-S.

* Source :

<http://johnriddell.wordpress.com/2014/05/20/national-liberation-and-bolshevism-reexamined-a-view-from-the-borderlands/> et sur ESSF (article 32026), [National liberation and Bolshevism reexamined: A view from the borderlands - An analysis of the socialist debates on the national question up through 1914](#)

* Traduction française pour Avanti4.be : G.Cluseret

* Eric Blanc est un militant et un historien résidant à Oakland, en Californie.